

L'INDUSTRIE DANS LES REGIONS DU SUD ET DU SUD-OUEST DE MADAGASCAR

par
R. DOUESSIN

A qui regarde les choses de loin, l'industrie apparaît dans les régions du Sud et du Sud-Ouest de Madagascar comme une activité mineure, dispersée, épisodique même, étrangère à des populations en majorité rurales, traditionnellement tournées vers l'élevage extensif du zébu. Aussi n'évoque-t-on guère les problèmes d'industrialisation lorsque l'on parle des problèmes du Sud. Et il faut bien reconnaître qu'il en est de plus urgents, celui de l'eau et celui des voies de communication notamment. Pourtant si l'on pose véritablement le problème du développement de la région, on voit mal comment celui-ci pourrait se faire sans l'industrie. C'est en effet cette dernière qui fournit aux autres secteurs de l'économie les moyens de production et les biens d'équipement dont ils ont besoin et, par exemple, à l'agriculture les engrais et le matériel indispensables à ses progrès. C'est elle aussi qui procure à chacun nombre des objets et des produits, si simples soient-ils, de la vie de tous les jours. C'est elle encore qui permet de valoriser les productions locales et notamment les productions agricoles. La négliger c'est accroître la dépendance de la région vis-à-vis des autres régions ou vis-à-vis de l'extérieur. De plus l'industrialisation présente pour les régions du Sud et du Sud-Ouest un intérêt particulier dans la mesure où elle peut aussi compenser, au niveau global, les insuffisances d'un développement agricole difficile et forcément limité du fait de conditions naturelles peu favorables, précisément parce qu'elle est, elle, peu dépendante de ces conditions naturelles. Elle exigera bien sûr l'intensification des échanges inter-régionaux pour dépasser le cadre limité pour l'instant, du marché régional et facilitera ainsi l'intégration de la région à l'ensemble national. Ainsi donc, et contrairement aux apparences, l'industrialisation paraît indispensable au développement régional. Mais ce développement industriel est-il possible et comment pourrait-il se faire ? Pour répondre à cette double et importante

question il est indispensable de rechercher dans le passé récent et dans la situation actuelle de l'industrie des leçons pour l'avenir, en essayant de cerner les problèmes et d'ouvrir des perspectives.

C'est le rôle du géographe, à l'économiste et au responsable politique d'effectuer ensuite les choix et d'engager les actions.

I

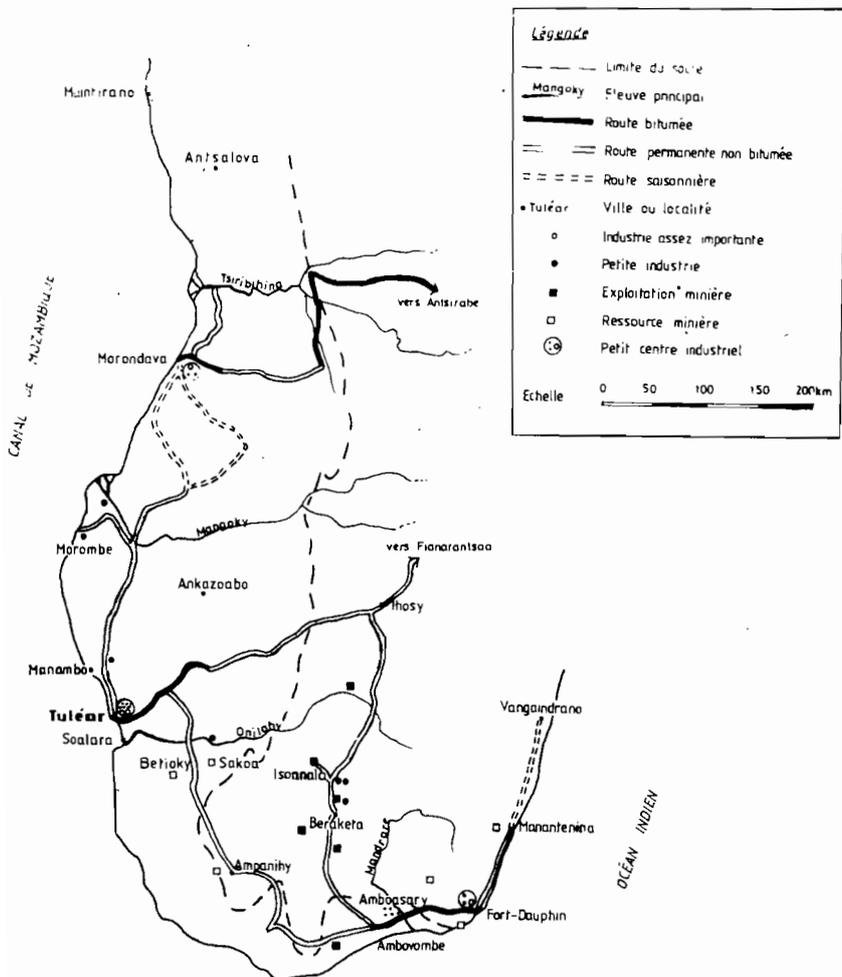
L'HISTOIRE RECENTE ET LA SITUATION ACTUELLE DE L'INDUSTRIE

Ici l'histoire de l'industrie est courte. Dans une première phase, qu'ont connue tous les pays colonisés, on s'est intéressé avant tout aux ressources minérales. Les recherches d'hydrocarbures commencèrent dès avant la première guerre mondiale et une partie du bassin houiller de la Sakoa fut découverte dès 1907. Malheureusement les recherches pétrolières poursuivies jusqu'en 1950 avec des moyens limités ne donnèrent rien et l'exploitation du charbon de la Sakoa en vue d'une exportation n'aurait pu soutenir la concurrence du fait de la qualité moyenne du charbon et de l'éloignement de Madagascar des éventuels clients. On fit d'autres découvertes d'intérêt variable et il faut louer au passage l'activité des prospecteurs et du Service Géologique qui nous ont laissé de précieuses indications. Mais seul le mica fit l'objet d'une véritable exploitation qui s'est poursuivie tant bien que mal jusqu'à aujourd'hui, entre Ihosy et Ambovombe. En dehors de cela et jusqu'à la deuxième guerre mondiale il y eut peu de chose, sinon quelques tentatives pour exploiter certaines ressources agricoles ou forestières avec des moyens semi-industriels (corderie et distillerie près de Tuléar par exemple) qui avortèrent rapidement. C'était presque normal car la région avait peu de produits à transformer pour l'exportation, et, pour le reste, le marché intérieur et encore plus le marché local étaient limités et l'importation omniprésente.

Pourtant à partir des années 1945-1950, les choses allaient un peu se modifier. Avec la création de l'Union Française on se préoccupa un peu plus sérieusement du sort des territoires coloniaux et les mentalités évoluèrent et, à partir de 1959, l'indépendance mit le développement économique à l'ordre du jour et favorisa les initiatives locales. On s'intéressa plus sérieusement aux ressources minérales. La Société des Pétroles de Madagascar (S.P.M.) à partir de 1950, puis plus tard d'autres sociétés étrangères, activèrent les recherches avec des moyens accrus, hélas sans succès. On se préoccupa à nouveau de l'exploitation du charbon de la Sakoa et une étude sérieuse fut effectuée en 1962 ; mais elle resta sans suite du fait, une fois de plus, des problèmes posés par l'exportation des produits.

Néanmoins l'urano-thorinite et la monazite de la région de Fort-Dauphin furent exploitées dans les années 60, sous l'égide du Commissariat français à l'Energie Atomique (C.E.A.), mais pendant finalement peu de temps, les gisements d'extraction facile ayant été assez vite épuisés. Entre temps l'agriculture s'était un peu développée, un effort d'équipement avait été entrepris et l'impor-

Localisation des industries et des ressources minières dans les régions du Sud et du Sud-Ouest de Madagascar



tation n'était plus la règle d'or pour l'approvisionnement du marché local. Aussi, parallèlement, ici et là, au hasard d'initiatives individuelles, étaient nées quelques industries : rizeries, huileries, usine de viande, égrenage du coton, bâtiment et travaux publics, menuiserie, etc... dont l'énumération chronologique serait fastidieuse et qui avaient fini par constituer de petits noyaux d'industrie locale.

Mais les changements intervenus à Madagascar entre 1972 et 1975 donnèrent un coup d'arrêt à cette timide industrialisation parce que les incertitudes de la situation politique et sociale rendirent les initiatives privées, la plupart du temps étrangères, de plus en plus rares, tandis que le bouleversement des structures désorganisait quelque peu l'économie. Depuis, la stabilité étant revenue, les règles du jeu ayant été précisées et l'Etat prenant lui-même des initiatives, les choses repartent lentement encore, mais les projets ne manquent pas. Mais pour l'heure l'industrie reste encore une activité secondaire, dispersée, rétrécie presque. L'examen de son évolution et de sa situation actuelle n'en livre pas moins un certain nombre d'enseignements intéressants.

Parmi les activités industrielles, les activités minières sont celles qui ont connu le déclin le plus net. C'est pourtant la plus ancienne, celle du mica, qui a le mieux résisté. Entreprise avec des moyens artisanaux sur des gisements superficiels dès 1920-1921, elle devint par la suite une véritable activité industrielle grâce à des sociétés plus puissantes capables de mettre en place des moyens plus importants pour l'exploitation des mines profondes (200 m au maximum cependant). Aussi grâce à 6 exploitations relativement importantes, échelonnées entre Ihosy et Ambovombe, la production s'accrut assez vite et oscillait ces vingt dernières années entre 1 000 et 1 800 tonnes. Elle était exportée en totalité après avoir été préparée dans les ateliers des sociétés situés à Fort-Dauphin. Mais depuis 1976, cette exportation est devenue difficile (841 t en 1976 contre 1 315 t en 1975) du fait de la récession mondiale, de la vente des stocks de guerre américains en 1975 et l'apparition de produits de remplacement fabriqués à partir de déchets.

Aussi certaines exploitations ont été fermées et les autres tourment au ralenti. L'exemple du mica montre l'intérêt, mais l'intérêt limité de certains types d'exploitations minières. Il ne fait pas de doute que toute ressource minérale est bonne à exploiter. Effectivement l'exploitation du mica a fourni à Madagascar un appoint intéressant dans les exportations. Elle a aussi créé des emplois : en 1975 encore, elle fournissait un travail permanent à 750 personnes, en grande majorité originaires de la région, soit sur les mines, soit dans les ateliers de Fort-Dauphin, auxquels s'ajoutaient 200 à 300 personnes travaillant à domicile pour le « splitting » (1) entre Ambovombe et Fort-Dauphin, ce qui représentait une masse salariale annuelle de 108 millions FMG. Par ailleurs, elle avait entraîné le développement du transport et accru le trafic du

(1) Opération qui consiste à découper au couteau des feuilles de mica à certaines épaisseurs et à certaines dimensions, à partir de blocs ou de grosses feuilles brutes.

port de Fort-Dauphin. Elle avait même favorisé souvent la desserte routière des zones où elle était implantée comme en témoigne la très belle petite route qui va de la route nationale 13, au nord de Betroka, jusqu'à la mine de Benato et qui dessert au passage plusieurs villages. Mais comme toute activité minière dont les produits ne sont pas utilisables sur place et qui doivent donc trouver leurs débouchés à l'extérieur, l'exploitation du mica est étroitement dépendante de ces débouchés et des fluctuations du marché comme en témoignent malheureusement les difficultés actuelles. C'est donc une activité qui n'est pas sans intérêt mais qui est isolée et extravertie et sur laquelle ne peut se fonder un véritable développement industriel.

Il en était de même des autres activités minières concernant l'urano-thoria-nite et la monazite qui se sont arrêtées parce que le meilleur ayant été extrait, l'exploitation devenait plus difficile et n'était plus rentable dans le contexte du marché mondial.

Par contre l'extraction du sel de mer présente des caractéristiques quelque peu différentes. On y trouve surtout des exploitations artisanales, parfois épi-sodiques, dispersées de Belo-sur-mer à Faux-Cap, en passant par Morombe et Tuléar où se trouvent d'ailleurs les seules exploitations semi-industrielles.

Cette situation s'explique par des débouchés limités sur le marché local et par la difficulté d'accéder au marché national en raison des insuffisances du système de transport particulièrement gênantes pour un produit « pauvre ». Néanmoins certaines entreprises de Tuléar ont pu trouver des débouchés inté-ressants sur les Hautes Terres, notamment dans l'industrie. Cette activité qui emploie un personnel relativement nombreux en raison des techniques em-ployées pourrait valablement se développer, grâce au climat favorable, pour peu que les liaisons avec le reste du pays soient mieux assurées. On verra plus loin que l'on peut même envisager un développement encore plus impor-tant en liaison avec l'implantation envisagée de certaines industries. Mais pour l'instant l'activité minière dans son ensemble est limitée et n'a pas pu débou-cher sur une quelconque industrialisation. Il n'en a pas été de même heureuse-ment pour l'agriculture qui a induit un certain nombre d'activités industrielles.

Pour certaines d'entre elles l'induction est simple, quasi-automatique puis-qu'il s'agit de produits agricoles inutilisables en l'état et dont il faut nécessai-rement extraire sur place l'élément intéressant. C'est le cas des distilleries semi-industrielles installées sur le domaine de la Roso dans la région de Manombo où l'on traite les plantes à parfum (*Basilis* et *Palma Rosa*) cultivées sur la planta-tion. C'est le cas aussi des usines de défibrage de sisal des exploitations des environs d'Amboasary. Il s'agit là déjà d'installations plus importantes, mais relativement simples, qui exigent cependant d'assez grandes quantités d'eau et d'énergie. L'eau est pompée dans le Mandrare éventuellement barré en période sèche et l'énergie est produite par des centrales Diesel sur chaque plantation, le réseau public de distribution d'électricité se limitant à la ville de Fort-Dauphin où la production se révèle d'ailleurs insuffisante. C'est une activité étroitement liée à la production du sisal dont le devenir est hélas assez incer-

tain en raison de l'absence de politique bien définie en ce qui concerne la mise en valeur future du Bas-Mandrare. Déjà pour des raisons plus ou moins identiques l'exploitation du sisal de la région de Morondava a cessé ses activités et avec elle l'usine de défibrage qui lui était associée. L'égrenage du coton est une activité du même type, avec cette différence que les usines se trouvent situées non plus sur les plantations mais au centre des principales zones de production : une à Tuléar de 6 000 t de capacité, une à Ambahikily (Mangoky) de 8 000 t de capacité, et une à Morondava de 3 000 t de capacité.

En prévision du développement de la culture cotonnière on envisage l'implantation prochaine d'une usine à Ihosy. Bien que leurs installations de stockage soient importantes, ce sont, elles aussi, des usines relativement simples. Elles ont néanmoins créé un certain nombre d'emplois, stimulé, parfois sans grand succès, la production d'énergie et contribué à développer entre elles et les régions cotonnières une activité non négligeable en matière de transport. Il n'en reste pas moins que dans l'ensemble ces industries constituent des activités annexes de certaines productions agricoles, sans grand effet sur le reste de l'économie.

La situation des industries induites par l'existence de matières premières agricoles qui eussent pu rester inexploitées ou ne pas être transformées sur place est déjà assez différente. Ces industries manifestent en effet une volonté de valoriser les productions locales soit pour l'approvisionnement du marché national, soit pour l'exportation. Il ne faut cependant pas exagérer cette volonté car un certain nombre d'entre elles ont un caractère un peu accidentel. C'est le cas des rizeries qui représentent d'ailleurs un cas intermédiaire avec le type précédent. Elles ont été en effet créées la plupart du temps par des commerçants d'origine indienne collecteurs de divers produits parmi lesquels le paddy. Elles se trouvaient donc simplement dans le prolongement de leur activité principale. Ce sont là encore des industries simples qui sont ici de taille modeste et qui ont été implantées dans les différentes zones de production : Morondava, Morombe, Tuléar, Bezaha, Isoanala, Ambovombe. Mais aujourd'hui plusieurs ont fermé leurs portes et les autres travaillent au ralenti car les quantités à usiner ont beaucoup diminué du fait de la réduction, ici comme ailleurs, des excédents commercialisés et de la concurrence des décortiqueries. Celles qui subsistent travaillent d'ailleurs à façon pour les organismes d'Etat qui ont aujourd'hui le monopole du commerce du paddy et du riz. Leur renaissance est subordonnée au développement de la production rizicole, actuellement fortement stimulée, mais leur activité restera vraisemblablement limitée car la région ne possède que quelques zones de production relativement importante de riz. Ce sont de toute façon des industries à faible valeur ajoutée, qui créent peu d'emplois et dont l'intérêt est donc limité.

Ce n'est pas le cas de l'industrie de l'huilerie qui pourtant au départ présentait quelque similitude avec la précédente. En effet les huileries furent aussi, la plupart du temps, créées par des commerçants d'origine indienne collecteurs d'arachide qui utilisaient ainsi les écarts impropres à l'exportation alors orien-

tée vers l'arachide de bouche. Mais à partir de 1962, la perte de certains marchés extérieurs et notamment du marché algérien, conjuguée avec la demande de plus en plus forte d'huile sur le marché intérieur, favorisa le développement de cette activité. D'ailleurs, soucieux de limiter les importations, le gouvernement favorisa ce développement en stimulant la production d'arachide et notamment d'arachide d'huilerie et en intervenant directement dans l'organisation de l'industrie. C'est dans cette optique qu'en 1967 il regroupa 3 huileries de Tuléar pour constituer la Société Nouvelle des Huileries de Tuléar (SNHU) qu'il entreprit de transformer progressivement en usine moderne. Deux usines de moindre capacité se sont installées dans d'autres zones de production arachidière : l'une assez ancienne à Morondava, l'autre plus récente à Isoanala.

Bien que certaines entreprises semi-artisanales aient disparu, ces trois usines ne tournent pas à pleine capacité car elles connaissent depuis quelques années de graves problèmes d'approvisionnement en matière première, du fait d'une diminution importante de la production régionale qui d'après les statistiques agricoles serait tombée de 21 475 t en 1972 à 7 355 t en 1975. Cette diminution est en partie due aux sécheresses successives qui ont frappé la région, mais aussi et surtout aux insuffisances notoires du collectage par les organismes d'Etat qui ont provoqué une désaffection des paysans pour la culture de l'arachide. Aussi la SNHU qui peut normalement traiter 15 000 t d'arachides n'en a-t-elle traité que 3 000 t en 1977. Fort heureusement les usines de Tuléar et Morondava peuvent utiliser en remplacement les graines de coton. Mais c'est un travail plus difficile et moins rentable et les quantités traitées ne permettent pas encore d'atteindre la pleine capacité. De plus la SNHU connaît des problèmes de gestion liés à l'existence d'un personnel trop nombreux et à des problèmes de commandement et d'organisation. Il s'agit donc là d'une industrie intéressante bénéficiant d'une forte demande sur le marché intérieur, mais qui est mal organisée et qui, surtout, se trouve bloquée par les insuffisances de la production agricole en amont.

Bien qu'assez différente, l'industrie de la viande se trouve dans une situation un peu analogue. Elle est représentée dans la région par une seule usine qui, comme les autres usines de Madagascar, travaille surtout pour l'exportation des viandes congelées et de conserves. Elle fut installée à Tuléar entre 1945 et 1948 par une firme de Diégo-Suarez, la SCAMA (2), mais elle connut rapidement des difficultés et ferma, avant d'être reprise en 1958 par la société Rochefortaise ; elle connut alors un fonctionnement à peu près satisfaisant jusqu'en 1976 où elle fut arrêtée du fait de l'ouverture de l'usine de la SECIAM (3) de Morondava, ce qui équivalait à un véritable transfert. Celui-ci n'apparaît pas hélas comme une bonne opération. Certes le gouvernement avait hérité,

(2) SCAMA : Société des conserves alimentaires de la montagne d'Ambre.

(3) SECIAM : Société d'exploitation du complexe industriel et agricole de Morondava.

a son corps défendant, d'installations frigorifiques modernes, à la suite de la faillite de l'AGM (4), et il paraissait normal de les utiliser. Mais comme le Sud-Ouest et le Sud ne pouvaient approvisionner deux usines de viande on choisit, assez logiquement en apparence, de sacrifier la moins moderne. Pourtant dès le départ, il fallut compléter l'équipement de la SECIAM, notamment en matériel de conserverie, en partie récupéré à l'usine de Tuléar, et donc réaliser un complément d'investissement. De plus, cette usine est mal placée. Elle l'est d'abord pour son approvisionnement en bœufs car la région de Morondava n'est pas une grande région de commercialisation et au Nord au-delà de la Tsiribihina, le commerce de zébus se dirige traditionnellement vers les importants marchés des Hautes Terres. L'usine doit donc aller chercher ses bœufs beaucoup plus loin au Sud, c'est-à-dire dans la zone d'approvisionnement de l'ex-usine de Tuléar, vers Betioky, Ampanihy, Betroka, Antanimora, ce qui allonge considérablement les trajets, source de déperdition de poids pour les animaux. L'usine est aussi mal placée pour l'exportation en raison des insuffisances notoires du port de Morondava qui n'a de port que le nom et qui voit peu de touchers de bateaux. A ces difficultés s'ajoutent celles que connaissent toutes les usines de Madagascar et que connaissait déjà depuis quelque temps celle de Tuléar.

Leur approvisionnement en bœufs est devenu de plus en plus difficile parce que, contrairement à une opinion trop répandue, le croît du cheptel étant faible, celui disponible est limité alors que la consommation intérieure a beaucoup augmenté consécutivement à l'augmentation de la population. De ce fait, sur les marchés, une concurrence assez âpre s'exerce entre les maquignons indépendants et les acheteurs des usines qui fait augmenter les prix. Ainsi non seulement les bœufs sont rares, mais ils sont chers car le rapport qualité-prix est médiocre et la rentabilité des usines est faible, notamment pour les conserves. Cette situation aurait pu devenir dramatique en raison de la concurrence qui sévit sur les marchés extérieurs, si la CEE n'avait accordé des contingents préférentiels aux pays ACP et notamment à Madagascar. Malgré ces difficultés cette industrie a le mérite de valoriser une ressource qui demeure quand même une des plus importantes de la région et de fournir des emplois à un personnel assez nombreux mais en partie temporaire, aussi bien à l'usine qu'en brousse où opèrent les acheteurs, les convoyeurs et les gardiens. S'il est difficile de remettre en cause sa localisation de Morondava, il faut par contre espérer que, dans l'avenir, son approvisionnement pourra être mieux assuré, grâce au développement de l'élevage dans la région du Sud et du Sud-Ouest. Il s'agit là, hélas, d'une perspective à long terme car il paraît extrêmement difficile de faire évoluer rapidement l'élevage traditionnel extensif vers des formes plus intensives, tournées vers l'exploitation commerciale. Pour l'heure, l'industrie de la viande est finalement une industrie « minière » qui a surestimé l'importance des ressources qu'elle pouvait exploiter.

(4) AGM : Société Américano-Gréco-Malgache.

Contrairement aux industries précédentes, l'industrie de transformation du sisal de la SIFOR (5) qui s'est implantée à Fort-Dauphin, ne manque pas de matière première puisque le sisal est produit en abondance dans la région proche d'Amboasary. L'installation de l'usine était d'ailleurs directement liée à la présence de cette matière première qu'il paraissait intéressant de valoriser aussi bien pour satisfaire les besoins intérieurs que ceux de l'exportation, plutôt que de la laisser exporter à l'état brut.

Pourtant cette usine bien équipée est restée de taille modeste et n'utilise pas au maximum sa capacité de production (900 t) parce que ses débouchés sont demeurés limités, bien qu'à son activité traditionnelle de fabrication de ficelles et de cordages, elle ait ajouté successivement celles des sacs, puis des tapis et des toiles et récemment des espadrilles en paka. C'est que les besoins du marché local sont encore faibles et que pour certains produits, notamment les sacs, la position excentrique de l'usine et les difficultés de transport vers les autres régions ne lui permettent pas de faire face à la concurrence, en particulier à celle des sacs de réemploi importés, et dans ce domaine son marché se limite aux régions proches auxquelles elle fournit des sacs pour le mica ou les pervenches et plus à l'est pour le café. L'entreprise réalise cependant plus de 50 % de son chiffre d'affaires sur le marché intérieur, car l'exportation est elle aussi difficile. Elle se heurte en effet à la concurrence des industries des pays développés consommateurs qui peuvent se procurer de la matière première à bon marché chez les grands producteurs comme la Tanzanie ou le Brésil. La fabrication de tapis mohair à Ampanihy, malgré l'importance qu'elle revêt pour le Sud Mahafaly, a conservé des caractères artisanaux qui font d'ailleurs sa réputation et nous n'avons donc pas jugé bon de l'inclure dans les activités industrielles.

Au total donc, les industries induites par l'agriculture ne sont pas dans une situation très brillante, parfois à cause de problèmes de débouchés, mais surtout parce que l'agriculture elle-même s'est révélée incapable de soutenir leur développement en leur assurant un approvisionnement suffisant en matières premières. C'est que tout développement doit être intégré, ce que montre, une fois de plus, la situation des industries d'équipement et de services.

Parmi celles-ci, l'industrie du matériel agricole a une curieuse histoire. Dans les années 1961-1963, la COMAG (6) s'installa à Tuléar pour fabriquer divers matériels agricoles plus particulièrement adaptés aux besoins de la région.

Comme le marché était un peu étroit, elle diversifia ses activités en y ajoutant la construction métallique, la fabrication de meubles et même une saline et une exploitation forestière, et finit par employer 250 personnes. Mais son activité déclina peu à peu parce que sur le marché local du matériel agricole et des meubles métalliques (notamment pour le Service de Santé) elle fut

(5) Société industrielle de Fort-Dauphin.

(6) Compagnie malgache du matériel agricole.

concurrencée par les fabrications envoyées de Tananarive par le biais d'une administration alors très centralisée. Comme par ailleurs les travaux commandés par cette même administration baissaient en même temps que se relâchaient les efforts entrepris pour l'équipement du Sud, l'entreprise ferma définitivement ses portes en 1976. Curieusement ce désinvestissement dû en grande partie à la politique de l'Etat, allait être suivi en 1977-1978 d'un nouvel investissement avec la création à Tuléar de l'usine Toly. C'est qu'entre temps l'orientation politique avait changé entraînant une tentative de décentralisation et un intérêt renouvelé pour les régions périphériques. Il est encore difficile de se faire une idée exacte de ce que sera cette usine très bien équipée et très complète. Elle pratiquerait seulement dans un premier temps la réparation de tous types de matériels et n'entreprendrait que plus tard la construction proprement dite de matériels agricoles. Il faut espérer que la première phase sera rapidement dépassée car si elle ne pratique que la réparation, l'usine est suréquipée et trop centralisée. Quant à l'entrée dans la seconde phase, elle devra être précédée d'une définition claire du mode de développement agricole adopté qui détermine en grande partie le type de matériel à construire et la façon dont les paysans pourront l'acquérir (crédit, coopératives, etc.).

L'industrie du bâtiment et des travaux publics est, elle aussi, bien évidemment liée à l'ensemble de l'effort de développement régional. Aussi a-t-elle été à certaines époques assez prospère, les entreprises les plus importantes mais qui restaient de taille moyenne, étant implantées dans la capitale régionale, c'est-à-dire à Tuléar. Beaucoup d'entre elles ont aujourd'hui disparu et, mises à part une ou deux, celles qui subsistent, fonctionnent au ralenti. Cette situation est due, là encore, au ralentissement de l'effort d'équipement régional et à la stagnation économique, mais aussi au fait que certains travaux souvent les plus importants, sont confiés à de grosses entreprises extérieures à la région (aménagement de la plaine de Morondava par exemple) ou effectués en régie (cas de la SAMANGOKY).

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant non plus qu'une petite entreprise de production de gaz industriels, la SOGISMA (7) liée à la SOAM (8) et installée près d'une mine de mica à Ampandrandava, près de Beraketa, ne tourne qu'au 1/5 de sa capacité, bien qu'elle approvisionne, via Fort-Dauphin et Tuléar, l'ensemble de la région du Sud.

Dans cet ensemble d'industries, le cas de l'usine de capsules « Vifotsy », implantée depuis peu (1977) à Tuléar par la STAR, est un peu particulier. Cette petite entreprise constitue un bon exemple de décentralisation industrielle voulue, hors des centres traditionnels où se trouvent pourtant ses principaux clients (brasseries, fabriques de boissons gazeuses). Du même coup, elle pose déjà un problème qui se trouvera accentué par d'autres implantations

(7) Société des gaz industriels du Sud de Madagascar.

(8) Société d'Oxygène et d'Acétylène de Madagascar.

similaires prévues, et qui risque donc de forcer les solutions, c'est celui des liaisons entre la région et les autres régions de Madagascar. Ce problème se posait déjà d'ailleurs pour les industries dites de substitution, c'est-à-dire celles qui visent à produire sur place des biens de consommation jusqu'alors importés.

En effet, pour ces industries, le marché local se révèle trop étroit en raison du faible pouvoir d'achat de la plus grande partie de la population, d'autant que les mauvaises liaisons intra-régionales limitent l'accès à l'ensemble de ce marché, et il paraît donc indispensable qu'elles puissent accéder facilement à l'ensemble du marché national. Ce n'a pas été le cas jusqu'ici et bien au contraire il est arrivé que dans certaines zones de la région, mieux reliées aux autres régions et notamment aux Hautes Terres centrales, elles aient subi la concurrence des industries similaires existant à Madagascar, ce qui a été par exemple le cas de la savonnerie de Tuléar pour la région de Morondava. Aussi, ces industries, qui en étaient d'ailleurs à leurs débuts, ont-elles connu beaucoup de difficultés et un certain nombre d'entre elles ont disparu tandis que les autres vivent. Ces dernières sont représentées par différentes industries du bois et de l'ameublement, souvent semi-industrielles, à Tuléar et à Fort-Dauphin et par la savonnerie associée à l'huilerie de la SNHU de Tuléar qui, elle, a une certaine importance parce qu'elle fabrique un produit de grande consommation dont les débouchés sont quand même assez larges.

Mais pour illustrer les difficultés de ces industries il n'est pas sans intérêt d'examiner comment les autres, et notamment celles qui avaient quelque importance, ont disparu, d'autant que ces dernières étaient implantées à Fort-Dauphin qui aurait bien besoin d'être animé par quelques activités industrielles, en dehors de la SIFOR. L'une d'elle, résultant de la transformation d'une ancienne entreprise de scierie-menuiserie, s'était spécialisée dans la fabrication de caisses en fantsiholotra, légères et résistantes, très appréciées pour l'exportation, notamment du mica, mais aussi de la vanille et passagèrement hélas des oranges de Bezezika-Morondava. Elle perdit successivement ces différents marchés car l'exportation d'oranges s'arrêta très vite, le mica entra en crise et surtout les aléas du cabotage entre Fort-Dauphin et Antalaha ne lui permirent pas d'approvisionner correctement les exportateurs de vanille qui étaient ses principaux clients. Une autre usine issue de l'importation et du montage de matériels électriques s'était orientée vers le montage d'accumulateurs et, en accord avec l'autre fabricant tananarivien mieux placé sur le marché des régions centrales, approvisionnait surtout les régions côtières. Elle dut aussi renoncer en raison des insuffisances du cabotage. Par contre, une société sœur qui pratique surtout l'importation de matériels électriques et qui est située à Tananarive, continue de prospérer normalement. C'est donc, pour l'essentiel, le relatif isolement de Fort-Dauphin et notamment les insuffisances de la desserte des régions côtières par cabotage qui expliquent la disparition de ces deux entreprises. Il faut ajouter pour finir que l'étroitesse des débouchés de certains produits n'a permis que l'implantation d'entreprises semi-industrielles ainsi qu'en témoignent une petite entreprise de torréfaction de café à Tuléar et les quelques boulangeries installées dans les principales villes.

Au total il s'agit là d'un tableau qui n'est guère réjouissant mais d'où se dégagent un certain nombre de leçons. Aussi est-il temps maintenant de voir d'une manière plus synthétique quels sont les problèmes à résoudre et dans quelles directions, parfois négligées jusqu'ici, pourrait se faire l'industrialisa-

II

PROBLEMES ET PERSPECTIVES DE L'INDUSTRIALISATION

Certains des problèmes que nous avons évoqués l'ont été à plusieurs reprises et l'on peut donc les récapituler rapidement bien qu'ils soient particulièrement importants. Ce sont les problèmes de marché, de transports et d'approvisionnement en matières premières locales, notamment agricoles.

En matière de marché, les débouchés extérieurs paraissent trop fluctueux pour fournir, au moins dans les premiers temps d'une industrialisation, une base suffisamment sûre. Ils ne peuvent être exploités que pour des produits miniers utilisables sur place, éventuellement pour les excédents d'une production industrielle bien assise sur le marché intérieur ou alors pour une industrie suffisamment compétitive, notamment une industrie de main-d'œuvre disposant de matière première à bon marché, ce qui pourrait être le cas de l'industrie textile que l'on envisage d'installer à Tuléar. Il est évident que ces débouchés retrouvent tout leur intérêt s'il s'agit de marchés protégés où les produits bénéficient d'un traitement préférentiel, comme c'est le cas pour la viande. On a vu hélas aussi les limites du marché régional. Son extension est évidemment conditionnée en premier lieu par l'augmentation du niveau de vie de la population, c'est-à-dire finalement par le développement économique général de la région. Celui-ci dépend lui-même de l'effort de l'équipement que voudra consentir l'Etat qui, du même coup d'ailleurs, favorisera l'activité des industries d'équipement et de services à condition que l'on fasse d'abord appel aux entreprises locales. Mais les possibilités du marché régional ne pourraient être bien exploitées que si les liaisons intra-régionales, par exemple entre Morondava et Tuléar, sont améliorées. Mais comme dans un premier temps ce marché ne saurait suffire et que de toute façon l'intensité des échanges inter-régionaux fondés sur une certaine spécialisation est un gage de développement, les industries doivent avoir accès au marché national, ce qui suppose l'amélioration du système de transport aussi bien terrestre que maritime par cabotage. Résoudre le problème des transports est donc une chose fondamentale et nous en avons suffisamment parlé pour qu'il soit inutile d'y revenir plus longuement. Le troisième problème important, celui de l'approvisionnement en matières premières, notamment agricoles, est en partie lié à celui des transports puisque ce sont les défauts du collectage qui freinent le développement de certaines cultures comme l'arachide et que d'une façon plus générale l'amélioration des voies de communication facilite le développement de l'économie d'échanges qui paraît seul susceptible, en particulier, de susciter la transformation de l'élevage traditionnel.

Mais le développement de la production agricole suppose aussi que les paysans soient bien encadrés et qu'ils puissent se procurer facilement les moyens

de production qui leur sont nécessaires. A cet égard, le succès de la production cotonnière dans de nombreuses régions est significatif.

En dehors de ces problèmes fondamentaux il en existe un certain nombre d'autres que nous n'avons pas eu le loisir d'évoquer mais qui ne doivent pas être négligés. C'est en premier lieu celui de la main-d'œuvre. On a coutume de dire que celle-ci est abondante, mais cela ne veut rien dire puisqu'il s'agit d'une main-d'œuvre non qualifiée qui n'intéresse guère l'industrie.

En fait la région manque cruellement de main-d'œuvre qualifiée à tous les niveaux, parce que l'enseignement y a été longtemps négligé. Certes le problème de la qualification peut-être résolu dans un premier temps, par une formation « sur le tas » qui a été pratiquée par toutes les entreprises et qui a, somme toute, donné des résultats assez satisfaisants. Mais cette formation connaît forcément certaines limites et il sera donc indispensable d'étoffer l'enseignement technique en veillant à l'orienter vers les besoins prévisibles, ce qui est affaire de planification. Un autre problème est celui de la fourniture d'énergie. Comme partout à Madagascar, les industries implantées en dehors des principaux centres urbains doivent subvenir elles-mêmes à leurs besoins, ce qui est possible sans grands problèmes, mais à des coûts assez élevés, avec des centrales diesel. Il est probable que cette situation ne cessera pas de sitôt, l'électrification généralisée n'étant pas pour demain. Mais dans les centres urbains la situation est loin aussi d'être satisfaisante. Les équipements publics ont été surtout conçus pour la consommation domestique ou publique en basse tension et lorsque les industries s'implantent et se développent, ô combien modestement pourtant, la capacité de production des centrales devient vite insuffisante. C'est le cas à Fort-Dauphin et aussi à Tuléar où à l'heure actuelle c'est la centrale de l'ex-usine de viande qui complète la production de la JIRAMA (9). En cas d'implantation de nouvelles usines la capacité des centrales devra être sérieusement augmentée. En raison des faibles possibilités hydro-électriques de la région, on en est réduit à utiliser des centrales diesel dont le coût de fonctionnement est de plus en plus élevé.

De ce fait l'industrie risque d'avoir du courant cher tant qu'il n'existe pas de péréquation à l'échelle nationale. Aussi l'exploitation du charbon de la Sakoa dont nous reparlerons plus loin, présenterait-elle, entre autres, beaucoup d'intérêt dans la mesure où elle permettrait la production d'énergie thermique à meilleur marché. De plus le charbon pourrait avantageusement remplacer le bois employé par certaines industries pour la production de vapeur ou pour la chauffe, afin d'éviter une surexploitation des ressources forestières. Il serait évidemment le combustible utilisé pour certaines industries projetées et notamment la cimenterie. Il existe un dernier problème particulièrement important ici, celui de l'eau. Certaines industries en utilisent de grandes quantités et ce sera notamment le cas de la brasserie qui doit être installée prochainement à

(9) Jiro sy Rano Malagasy.

Tuléar. Si dans la région de Morondava, où le problème a été aisément résolu pour la SECIAM, et dans celle de Fort-Dauphin, les disponibilités semblent suffisantes, il n'en est pas de même ailleurs où il sera nécessaire d'étudier les possibilités d'approvisionnement à partir des principaux fleuves, des exurgences du calcaire et des nappes. Le problème du rejet des eaux usées ne s'est pas encore posé, mais il n'est pas à négliger dans une région où l'eau est rare et donc précieuse. On voit donc que ces différents problèmes peuvent trouver des solutions mais que celles-ci exigent un très gros effort et un effort multiple et concerté, c'est-à-dire une véritable volonté de développement.

Si cet effort est accompli les perspectives d'industrialisation seront bonnes. D'abord les industries existantes pourront à nouveau se développer, mais surtout des industries nouvelles pourront s'implanter et déjà un certain nombre de projets ont vu le jour. Ils auront d'ailleurs l'avantage d'obliger les responsables à résoudre rapidement certains des problèmes que nous venons d'examiner, ce qui est un bon exemple de décisions induites telles que les préconisait l'économiste américain A.O. Hirschmann.

Certains de ces projets concernent des industries agricoles ou dérivées de l'agriculture. Celui de la sucrerie de la région de Morondava est le plus ancien et devrait entrer en réalisation sous peu. Il s'agit d'un complexe agro-industriel comportant une plantation de 2 400 ha de canne et une sucrerie de 18 000 à 20 000 t de capacité, c'est-à-dire de taille moyenne.

C'est un projet intégré, classique dans le domaine de l'industrie sucrière, qui concerne donc peu les paysans, ce qui est en un sens à l'heure actuelle un avantage. Mais, en compensation, il créera 1 000 à 1 500 emplois dans la région. Il anticipe fort heureusement sur l'augmentation des besoins intérieurs qui ont déjà sérieusement réduit l'exportation et en attendant permettra d'augmenter celle-ci, notamment en direction de la CEE où le sucre des ACP bénéficie d'un marché privilégié. C'est donc une réalisation intéressante. Un second projet concerne l'industrie de la tannerie dont la réalisation sera inscrite dans le plan 1981-1985. Il permettra de valoriser les peaux qui existent en grand nombre dans toute la région et qui actuellement ne sont que très partiellement collectées pour l'exportation. Il faudra donc là encore veiller à assurer correctement le collectage, d'autant que cette usine aura plus de difficultés que la précédente, dans la mesure où, en raison de la faiblesse des besoins nationaux déjà satisfaits par la tannerie d'Anjeva près de Tananarive, elle devra exporter sur un marché où la concurrence est forte et qui est assez fluctuant. Il est aussi question d'un combinat agro-industriel dans la région de Tuléar, fondé sur le coton, le tournesol et le maïs, avec le concours des Roumains. Mais ce projet est encore très imprécis. Enfin on envisage de restructurer les SNHU avec un investissement supplémentaire de 690 M, ce qui paraît beaucoup étant donné que si des problèmes existent à l'usine, les principaux se situent plutôt au niveau de la production d'arachide.

Un autre ensemble de projets concerne les industries dites de substitution. Ils entrent dans le cadre d'une politique de décentralisation qui doit favoriser

le développement régional. Mais ils supposent, étant donné toujours l'étroitesse du marché local, l'accès au marché national malgré certaines possibilités d'exportation, c'est-à-dire une amélioration des liaisons avec le reste du pays. Ils devraient donc induire comme on l'a vu plus haut, un développement de l'infrastructure en matière de production d'énergie et de transport qui sera bénéfique à l'ensemble de l'économie régionale. Ils sont intéressants aussi parce qu'il s'agit d'industries assez fortes créatrices d'emplois. On envisage d'abord l'installation d'une brasserie et d'une fabrique de boissons gazeuses à Tuléar, à la place de l'ancienne usine de la Rochefortaise.

C'est une industrie qui dispose de débouchés assurés, la production actuelle à Madagascar ayant quelque peine à suivre l'augmentation de la consommation. Mais elle exigera une augmentation substantielle de la production d'eau et d'énergie à Tuléar. D'autre part une usine textile sera implantée pendant la période 1981-1985. Elle permettra d'utiliser sur place une bonne partie de la production régionale de coton, mais elle risque de poser des problèmes à l'échelle nationale si la production de fibre ne continue pas d'augmenter rapidement. Elle entrera en concurrence sur le marché national avec les deux usines existantes et devra donc vraisemblablement exporter une partie de sa production comme celles-ci le font déjà, ce qui suppose une certaine compétitivité. Mais dans ce domaine, elle devrait réussir puisqu'elle possède déjà deux atouts : la matière première et la main-d'œuvre. Il existe sans doute d'autres possibilités dans le domaine des industries de substitution pour lesquelles, à condition qu'existent un minimum de facilités de transport, on dispose d'un assez grand degré de liberté de localisation. Mais c'est une affaire de planification à l'échelle nationale qui de toute façon devrait réserver un certain nombre des industries à créer au Sud, comme cela vient précisément de se faire.

Mais des projets importants, plus complexes et qui sont donc encore à l'étude, concernent aussi l'exploitation et surtout la valorisation des ressources minières qui jusque-là avaient rencontré de gros obstacles car on raisonnait dans l'optique d'une économie extravertie où l'on ne pouvait exploiter que des ressources faciles et rentables, en vue de l'exportation, le plus souvent à l'état brut.

Bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler d'un projet, il faut évoquer au passage la recherche des hydrocarbures. Cette recherche, notamment celle menée par la SPM, a été très active dans toute la région de 1950 à 1960, exigeant des dépenses de l'ordre de 12 000 M FMG de l'époque. Elle ne donna guère de résultats sinon quelques indices (venues d'huiles et de gaz). A partir de 1961, la recherche fut limitée aux régions d'Antsahalava, du Moyen-Mangoky et d'Ankazoabo, puis plus tard s'étendit à quelques zones off-shore, mais toujours sans résultats. De ce fait et sans doute aussi en raison des changements politiques récents, les différentes compagnies abandonnèrent.

Cette recherche se poursuit néanmoins sous le contrôle de l'OMNIS (10),

(10) Office national malgache des industries stratégiques.

mais on a peu de renseignements à son sujet. Ce que l'on peut dire, au vu des différents rapports, c'est que les conditions de formation et de conservation du pétrole existent mais, s'il s'est formé, il ne s'est conservé que là où la couverture était, suffisante, c'est-à-dire non en bordure du socle, mais plus à l'Ouest, donc à grande profondeur. Or les moyens employés à l'époque étaient insuffisants pour des forages très profonds et l'on ne pouvait donc atteindre d'éventuels gisements. C'est dire que tout espoir n'est pas perdu. Il paraît superflu de souligner l'importance que pourrait avoir la découverte et l'exploitation d'un gisement pour la région et surtout pour le pays tout entier.

Pour le charbon les choses sont différentes puisque la ressource existe, le problème étant celui de son exploitation (11). De nouvelles études sont en cours et on prévoit de mettre le projet en exécution au cours du Plan 1981-85. Sans vouloir anticiper sur ces études, on peut déjà préciser un certain nombre de directions. Les réserves du gisement de la Sakoa sont évaluées entre 750 M t et 1 000 M t et permettront donc une longue exploitation justifiant des investissements lourds. La qualité du gisement est moyenne car sa structure est faible avec des couches à assez fort pendage et le charbon est riche en cendres. Celui-ci néanmoins est susceptible d'utilisations intéressantes. On peut l'employer pour la production d'électricité thermique particulièrement intéressante dans une région peu favorable à la production d'hydroélectricité. Il peut aussi servir de combustible pour certaines industries, la cimenterie notamment. On peut l'utiliser pour la carbo-chimie, les essais effectués en Europe vers 1963, ayant donné des résultats suffisants.

Il est possible enfin que l'on puisse aussi le transformer en coke sidérurgique, bien qu'il ait été au départ classé non cokéifiable, les techniques ayant beaucoup progressé dans ce domaine. Un certain nombre de ces utilisations avaient été envisagées lors des études de 1962, mais le projet avait été abandonné parce qu'il se fondait sur l'exportation de la plus grande partie des produits et que celle-ci s'avérait difficile. La situation dans ce domaine n'a guère changé encore que la crise pétrolière ait provoqué un regain d'intérêt pour le charbon. Il faudrait donc que l'exploitation repose cette fois-ci sur les débouchés intérieurs, l'exportation n'étant qu'un complément. Dans le cadre d'un développement intégré la chose n'est pas impossible. La production d'électricité thermique qui sera de toute façon indispensable au complexe charbonnier, pourrait fournir à Tuléar l'énergie qui lui manque actuellement pour son industrialisation. Le charbon pourrait d'ailleurs être utilisé de la même façon dans d'autres centres côtiers grâce au transport par mer. Son utilisation comme combustible trouvera des débouchés accrus dans les cimenteries prévues au plan, dont une sur place à Soalara, et qui consommerait près de 200 000 t, sans compter d'autres industries «thermiques» existantes ou à créer (verrière, porcelaine)

(11) Durant une trentaine d'années et jusqu'en 1972, il y eut une exploitation épisodique par le Service des Mines, notamment pour approvisionner l'usine de viande de Tuléar. Un chemin de fer à voie étroite avait même été construit de Vohitsara à Soalara où existait un môle.

et certaines activités qui utilisent actuellement et abusivement le bois. L'installation d'une carbo-chimie est elle aussi prévue, qui devrait fournir surtout des engrais. Mais là en attendant l'augmentation prévisible des besoins nationaux, l'on devra se tourner vers l'exploitation, d'autant qu'une autre usine d'engrais est en cours d'installation à Tamatave, ce qui exigera une bonne compétitivité. Quant à la production éventuelle de coke et à son utilisation à Madagascar elles sont liées à l'implantation d'une sidérurgie. Celle-ci est prévue à moyen terme à partir du gisement de fer de Soalala, ultérieurement peut-être à partir de celui de Betioky.

Reste à résoudre le problème de l'évacuation de la production et celui de l'eau nécessaire aux installations industrielles. Ce dernier sera assez difficile à résoudre sur le gisement aussi envisage-t-on d'implanter l'essentiel du complexe industriel non sur la mine mais à Soalara où les possibilités sont bonnes, où de plus la cimenterie se trouvera à proximité de sa matière première et où des installations portuaires sont possibles. La liaison Sakoa-Soalara est relativement courte et sa rentabilité ne devrait pas poser de problèmes comme en témoignent ailleurs les nombreuses voies spécifiques du même type.

Au total les utilisations possibles paraissent suffisantes pour assurer la rentabilité du projet qui exigera de gros investissements (au moins 30 000 M) vraisemblablement assurés par des emprunts internationaux comme cela est déjà le cas pour le barrage d'Andekaleka. D'ailleurs dans ce type de projet la rentabilité économique est aussi importante que la rentabilité financière.

Mais il existe encore d'autres possibilités qui n'ont pas été évoquées dans les plans à cours terme et qui sont donc à plus longue échéance. Il s'agit d'abord de l'exploitation du gisement de bauxite de Manantenina. Il a été étudié par Péchiney entre 1967 et 1972 mais son exploitation a été ajournée en raison des perspectives médiocres du marché mondial à l'époque. Ce problème de marché demeure important dans la mesure où les débouchés intérieurs sont faibles et où le marché mondial est à l'heure actuelle contrôlé par les multinationales et qu'il est donc difficile d'y faire sa place seul. Cependant une production d'alumine qui utiliserait d'ailleurs du charbon, est envisagée après 1985. Une production d'alumine est aussi possible ultérieurement dans la mesure où Madagascar dispose d'un potentiel certain de production hydro-électrique à bon marché, y compris sur place dans l'extrême Sud-Est. On a même déjà songé à un barrage sur le Moyen-Mandrare qui combinerait la production d'électricité avec l'irrigation en aval.

Il existe aussi dans la région de Betioky un gisement de fer, mais ces réserves sont limitées (30 à 35 M t) et sa teneur faible (24 à 28 %). Son utilisation n'est cependant pas impossible dans la mesure où il est superficiel et donc l'exploitation facile et proche du charbon de la Sakoa éventuellement cokéifiable. Mais pour l'heure c'est l'exploitation du gisement de Soalala où les réserves sont supérieures et la teneur élevée, qui aura la priorité.

La région possède un certain nombre d'autres ressources minérales, mais ou bien les quantités sont faibles ou les possibilités sont mal connues (cuivre

de Betioky par exemple). Seuls peut-être les gisements de Kaolin de la région d'Ampanihy présente quelque intérêt. Leur exploitation pourrait déboucher sur la fabrication de porcelaine, le combustible pouvant être fourni par le charbon de la Sakoa.

Mais cette fabrication trouvera des débouchés nationaux limités et devra donc se tourner vers l'exportation avec les problèmes que cela comporte, qui ne sont cependant pas insolubles.

Il n'est pas non plus impossible de reprendre l'exportation de l'uranothorianite et de la monazite si les conditions du marché sont favorables. Mais l'on pourrait peut-être aussi songer à utiliser les possibilités d'extraction du sel de mer pour une production industrielle de soude et de chlore qui sont des produits d'utilisation industrielle assez courante, notamment la soude, et qui sont actuellement importés. Enfin l'on signalera pour finir les possibilités géothermiques du Sud dont l'étude est inscrite au plan. Il existe donc dans le domaine des ressources minérales, un certain nombre de possibilités qui seront d'autant plus intéressantes que le développement sera autocentré. Pour l'instant les meilleures sont évidemment celles qui sont offertes par le gisement houiller de la Sakoa.

Au terme de cette étude à la fois trop longue et trop brève, on pourrait nous reprocher d'avoir été à certains instants trop pessimistes et à d'autres trop optimistes. Mais les deux choses ne sont contradictoires qu'en apparence. Nous n'avons voulu relever les nombreuses imperfections de la situation actuelle et passée que parce que nous pensons que se masquer les problèmes n'équivaut pas à les résoudre et que, par ailleurs, ces problèmes ne sont pas insolubles si l'on veut bien se les poser. D'autre part nous avons pensé que rien n'était jamais fixé une bonne fois pour toute, que, si l'on peut dire, l'histoire était en marche et que ce qui paraissait difficile ou impossible jadis et naguère ne l'était plus forcément aujourd'hui puisqu'entre temps un certain nombre de choses avaient changé. Et finalement, replacée dans les perspectives d'un développement national autocentré qui intègre toutes les régions du pays, l'industrialisation de nos régions apparaît non seulement souhaitable mais possible. Comme elle s'intègre nécessairement à l'ensemble des activités, elle intéresse l'ensemble des hommes qui vivent dans ces régions et il n'était donc pas tellement déplacé d'en parler à l'occasion d'un colloque sur l'histoire et les civilisations du Sud et du Sud-Ouest de Madagascar.